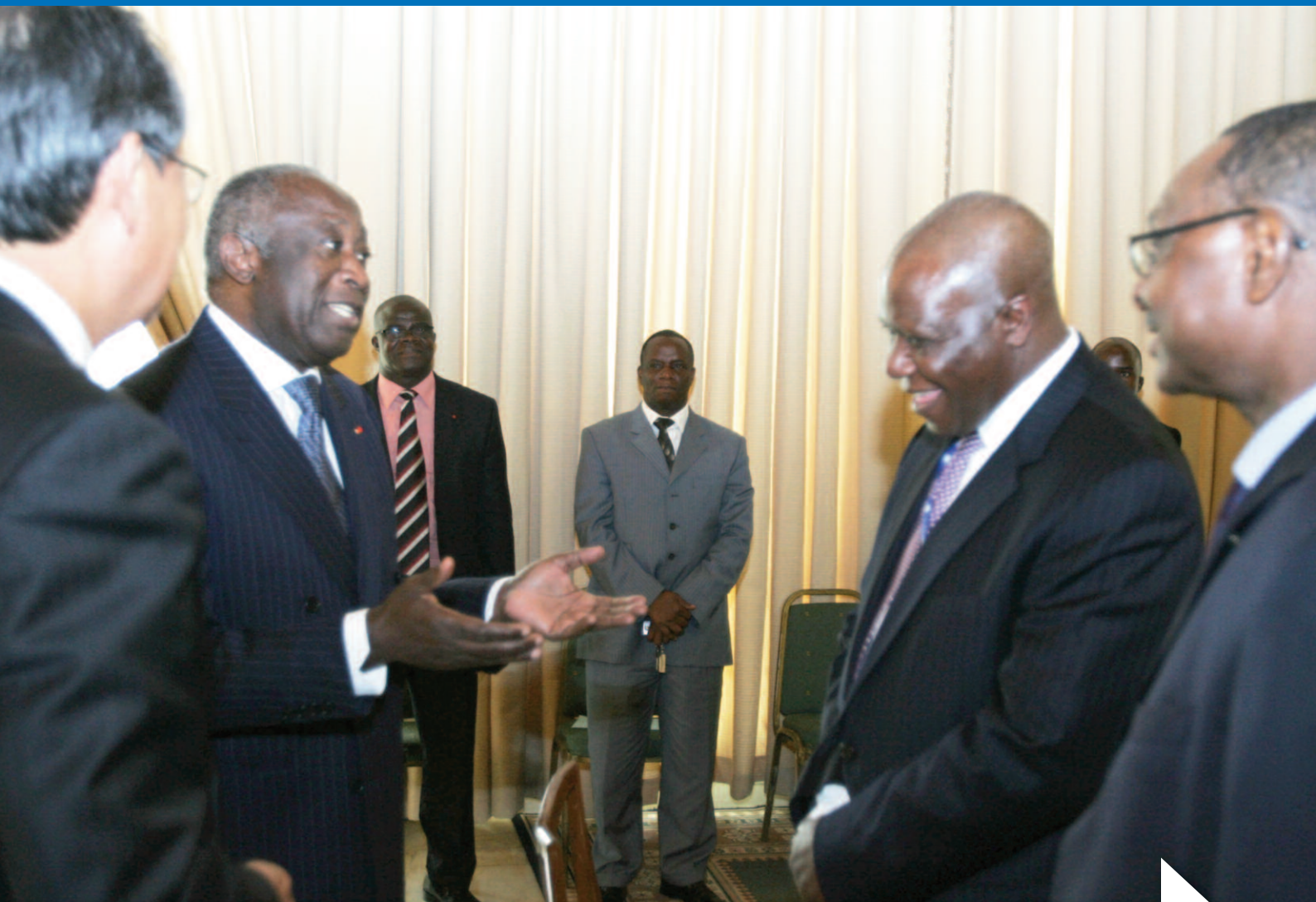


LA FORCE DE LA PAIX



Volume 2 - N° 046

Avril 2010



Avançons sur la route de la paix



TOUT **INDIVIDU**
A DROIT À LA **VIE**,
À LA LIBERTÉ DE
CIRCULATION
ET À LA SÛRETÉ
DE SA **PERSONNE.**

EDITORIAL

PROCESSUS ÉLECTORAL : L'ESSENTIEL, C'EST D'ALLER DE L'AVANT

La sortie de crise en Côte d'Ivoire connaît de nouveau un blocage fortement préjudiciable à la bonne marche du processus devant mener à la tenue des élections présidentielles.

Alors que tous les regards étaient tournés vers la Commission électorale indépendante (CEI), à qui échoit l'organisation du prochain scrutin présidentiel, la lancinante question du désarmement a refait surface.

De fait, si toutes les parties sont d'accord sur la nécessité d'aller au désarmement, elles ne sont pas toujours d'accord sur les moyens d'y parvenir. D'aucuns estiment que le désarmement reste une des conditions pour la tenue de la consultation tant attendue. Pour d'autres, par contre, cette étape est un processus qui pourrait s'étaler au-delà des prochaines consultations électorales. Et ce ne sont pas les seuls écueils sur le chemin des élections. Par exemple, la question de la composition du corps électoral n'est toujours pas résolue.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, de par son rôle, est pleinement conscient des enjeux, des difficultés et des spécificités de cette crise à multiples facettes. « La situation est devenue plus délicate, car il faut procéder à la réunification et à l'élection en même temps », a déclaré Y. J Choi à l'issue d'un entretien, le 23 avril, avec le Président Abdoulaye Wade.

Le Chef de l'Etat sénégalais était à Abidjan pour aider à la relance du processus de paix. Au moment où il arrivait dans la capitale économique ivoirienne, la Mission d'évaluation technique des Nations Unies (TAM) venait d'achever un séjour d'une dizaine de jours en Côte d'Ivoire.

L'équipe conduite par Raisedon Zenenga, Directeur de la Division Afrique du Département de maintien de la paix de l'ONU (DPKO), avait pour mission, entre autres, de constater de visu l'état du processus de paix afin de pouvoir rendre compte de l'évolution de la situation au Secrétaire général de l'ONU.

Au cours de son séjour, le TAM a ainsi rencontré le Président Gbagbo, le Premier Ministre Guillaume Soro, le Facilitateur, les leaders des partis politiques, les responsables de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), les membres de la société civile, les responsables des différentes institutions publiques, le corps diplomatique accrédité à Abidjan, les représentants des institutions financières internationales, bref, tous les

acteurs nationaux et internationaux impliqués dans la recherche de la sortie de crise.

Autant dire que le TAM est reparti avec une vision plus claire des attentes des uns et des autres en ce qui concerne la place et le rôle de l'ONUCI dans le cadre de la recherche de la paix et de la stabilité en Côte d'Ivoire.

L'ONUCI, elle-même, mandatée par la communauté internationale pour accompagner le processus de paix, tient néanmoins à rappeler ce que tous ceux qui sont impliqués dans le règlement de la crise n'ont de cesse de répéter : la nécessité de relancer la dynamique électorale qui enregistre des difficultés et des faiblesses.

Qui plus est, l'ONUCI est convaincue que c'est par la reprise du contentieux qu'on saura s'il y a des personnes indûment enregistrées sur la liste électorale provisoire ou s'il y a d'autres indûment radiées ou omises dans la partie du fichier appelée « liste grise. »

La mission onusienne encourage donc les efforts actuellement en cours au niveau de la primature pour sortir le processus électoral de l'impasse dans laquelle il se trouve.

A l'heure actuelle, la question essentielle n'est point de chercher à savoir qui est responsable du blocage auquel on assiste depuis plusieurs semaines. Il s'agit ici et maintenant de redonner l'espoir aux millions d'Ivoiriens qui n'attendent qu'un geste des acteurs politiques sur qui dépend en grande partie l'évolution du processus devant mener au retour à une vie constitutionnelle normale dans leur pays.

Au sujet des futures élections, du désarmement et de son corollaire, la réunification du pays, l'ONUCI assure tous ses interlocuteurs de sa disponibilité à continuer de mettre à leur disposition ses ressources humaines ainsi que ses moyens logistiques et financiers.

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATIONS

**“LA FORCE
DE LA PAIX”**

SUR LE SITE

www.onuci.org

LA MISSION D'ÉVALUATION TECHNIQUE DES NATIONS UNIES A L'ÉCOUTE DES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LA RECHERCHE DE SOLUTIONS POUR LA SORTIE DE CRISE EN CÔTE D'IVOIRE



La mission d'évaluation et le Représentant Spécial, en séance de travail avec le Premier ministre Guillaume Soro. © UN / ONUCI

La Mission d'évaluation technique des Nations Unies (TAM) a séjourné en Côte d'Ivoire du 12 au 22 avril, pour procéder à un examen approfondi du processus de paix et se prononcer sur le rôle que peut continuer de jouer l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) pour mieux aider le pays à sortir de la crise le plus rapidement possible.

A la fin de sa visite, la délégation, conduite par le Directeur de la Division Afrique du Département du Maintien de la Paix, Raisedon Zenenga, a séjourné pendant dix jours à Abidjan et dans les secteurs Est et Ouest. La mission, qui s'était quelques fois constituée en groupes éclatés composés essentiellement d'experts dans leur domaine, s'est entretenue avec diverses personnalités nationales et internationales.

« Nous avons fait une bonne moisson d'informations à travers nos rencontres avec diverses personnalités et ce qui

nous reste maintenant à faire, c'est de rentrer à New York et de rédiger notre rapport au Secrétaire général qui nous a mandatés ici », a indiqué M Zenenga, au sortir d'une rencontre avec le Président Laurent Gbagbo, au dernier jour de son séjour en terre ivoirienne.

Outre le Chef de l'Etat ivoirien, la délégation a eu des échanges de vues avec le Facilitateur du dialogue inter-ivoirien, le Président Burkinabé, Blaise Compaoré, à Ouagadougou. Elle s'est également entretenue avec les plus hautes autorités de l'Etat, les structures chargées du processus électoral, les responsables d'institution, les chefs militaires, la société civile, les ambassadeurs accrédités en Côte d'Ivoire, les représentants des organisations africaines et régionales ainsi qu'avec certains responsables des institutions financières internationales basées en Côte d'Ivoire.

La mission onusienne a eu des rencontres séparées avec les

opérateurs techniques chargés de l'identification et du recensement électoral : l'Institut national de la statistique (INS) et la compagnie Sagem sécurité.

La mission a également échangé avec certains partis politiques, dont le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), le Front Populaire Ivoirien (FPI) et le Rassemblement des Républicains (RDR). M Zenenga a noté une volonté politique des protagonistes.

« Tous ont réaffirmé leur engagement à rester dans l'Accord politique de Ouagadougou », a rapporté le porte-parole de l'ONUCI, Hamadoun Touré.

Lors des différentes rencontres avec les acteurs ivoiriens, l'équipe onusienne leur a demandé d'exprimer leurs attentes vis-à-vis des Nations Unies. Ainsi, faisant cas des difficultés d'ordre logistique dans le déploiement des unités mixtes, le Commandant des Forces armées des Forces nouvelles, le Général Soumaila Bakayoko, a sollicité le soutien des Nations Unies pour la réhabilitation des sites en

termes d'équipements.

A Bouaké, le Directeur de cabinet des Forces nouvelles, le Colonel-Major Sinima Bamba, a formulé le souhait que le rôle de l'ONUCI dans la sécurisation du processus électoral soit renforcé.

A Yamoussoukro, l'équipe du Centre de commandement intégré (CCI) avec à sa tête, le colonel Major Kouakou Nicolas, a évoqué le manque de moyens et des difficultés logistiques. « Il nous faut du matériel conventionnel de maintien de l'ordre afin que le CCI joue pleinement son rôle de sécurisation des élections », a-t-il dit. A cet égard, il a plaidé pour la levée totale ou partielle de l'embargo sur les armes auquel est soumis la Côte d'Ivoire.

La mission a rappelé à ses interlocuteurs, les procédures et actes à poser concernant cette demande.

Dans l'Ouest du pays, à Guiglo, la mission a échangé directement avec les populations à Diouya-Dokin, près de Bloléquin, et a eu une séance de travail avec les organisations humanitaires et les agences du système des Nations Unies sur l'environnement sécuritaire ainsi que le retour et la réintégration des déplacées internes. Ils ont aussi évoqué les problèmes liés à la protection et à la cohésion sociale dans le Moyen Cavally.

A Bouaké et à Guiglo, la mission a rencontré les autorités administratives, qui ont fait un point de la situation sécuritaire dans leur localité. Ils ont aussi souligné la nécessité de renforcer les moyens mis en œuvre pour le redéploiement de l'administration.

M Zenenga et son équipe ont aussi eu des rencontres avec le Commandement militaire de l'ONUCI et de la Force Licorne.

Cette mission d'évaluation technique est la cinquième du genre depuis le déploiement de la Mission en Côte d'Ivoire, le 4 avril 2004.



Le chef de la mission d'évaluation des Nations Unies, Raisedon Zenenga, a rencontré le Président Youssouf Bakayoko de la CEI. © UN / ONUCI



La mission d'évaluation en réunion avec le RHDP. © UN / ONUCI



Raisedon Zenenga chez Blaise Compaoré. © UN / ONUCI

LE NOUVEAU COMMANDANT DE LA FORCE DE L'ONUCI VISITE SES TROUPES SUR LE TERRAIN



Le nouveau commandant de la Force de l'ONUCI sur le terrain. © UN / ONUCI

Le nouveau commandant de la force militaire de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), le Général Major Abdul Hafiz, a choisi la base onusienne de Divo pour sa première visite de prise de contact avec les militaires et le personnel civil de l'ONUCI.

Le remplaçant du Général Fernand Marcel Amoussou, qui a quitté la mission fin mars dernier après trois mois de service, n'est pas en terrain inconnu en Côte d'Ivoire. En effet, d'avril 2004 à avril 2005, le Général Hafiz avait été l'Adjoint au Commandant de la Force de la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (MINUCI) après avoir été, toujours dans le même cadre, le chef des observateurs militaires de juin 2003 à avril 2004.

C'est donc à un Général Hafiz aguerri, que les observateurs militaires et les officiers du contingent marocain, appuyés par les responsables des

sections de l'ONUCI à Divo, ont présenté les efforts menés sur le terrain, notamment dans les régions du Sud Bandama et du Fromager, pour accompagner les Ivoiriens dans le processus de sortie de crise. Le Général les a encouragés et exhortés à « maintenir les contacts avec les populations, les responsables politiques, les responsables administratifs comme les préfets et sous-préfets, les responsables des forces de défense et de sécurité, les leaders des jeunes, pour expliquer véritablement notre mandat afin de créer de facto la confiance entre les populations et l'ONUCI ».

Il faut rappeler que le contingent marocain, les observateurs militaires et la police de l'ONUCI abattent un travail énorme dans les zones sous leur responsabilité. Parmi les tâches qui leur sont confiées, on peut citer, notamment, des patrouilles quotidiennes, la surveillance de l'embargo, l'escorte des convois

humanitaires et la surveillance de l'application du cessez-le feu dans la région. A côté de ces différentes activités, les soldats marocains assurent également des soins médicaux gratuits aux populations.

Sa tournée, après les étapes de l'Est, où il a échangé avec le contingent ghanéen, l'a conduit, le vendredi 23 avril, à Yamoussoukro, où il s'est entretenu avec les responsables du Centre de Commandement Intégré (CCI), le Colonel major Kouakou Nicolas et son adjoint, le Colonel Karim Ouattara qui, après les honneurs militaires, lui ont exposé la mission et les activités du CCI. « Cette rencontre m'a permis de mieux connaître les tâches et les responsabilités du CCI et, comme vous le savez, nous travaillons ensemble avec le CCI et l'ONUCI apporte un appui direct au CCI », dira à la fin de la visite le Général Hafiz, non sans avoir noté avoir remarqué quelques insuffisances en moyens logistiques et moyens financiers.

Le nouveau commandant de la force a ensuite visité la compagnie de transport du bataillon pakistanais et celle des ingénieurs égyptiens, avant de tenir une séance de travail avec les officiers du SENBATT et les observateurs militaires. « Vous devez prendre les mesures nécessaires et être toujours prêts à contribuer au maintien et la préservation de la sécurité et la stabilité dans le pays », a-t-il indiqué, avant d'attirer leur attention sur l'importance de la discipline.

Le Général Hafiz est né le 6 novembre 1957 à Dhaka au Bangladesh. Il a intégré l'armée en 1977, dans le Corps de l'Infanterie et a été promu Général Major le 31 mai 2005. Il a une solide expérience des missions onusiennes, puisqu'il a eu à servir outre la Côte d'Ivoire, au Koweït et en Croatie.

TIEME ET L'ONUCI, ENSEMBLE POUR UN ENVIRONNEMENT ÉLECTORAL APAISÉ



Les populations profitent des soins médicaux gratuits de l'ONUCI. © UN / ONUCI

Tiéme, la ville du Saint Mbacenzé dont le corps repose dans la forêt sacrée à l'orée de la ville, logée au pied de la montagne Toukéïba, au cœur du Denguélé, à 30 kms d'Odienné, a accueilli les 28, 29 et 30 avril 2010, la 6e édition des Journées de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

La délégation de l'ONUCI, conduite par Mme Bernadette Houndékandji, responsable de la Cellule de Certification, était présente dans la ville dans le cadre de la campagne de proximité initiée par l'ONUCI en vue d'informer les populations sur sa mission et les encourager à contribuer à un environnement électoral apaisé. « L'ONUCI est venue vous renouveler son soutien et encourager votre implication effective et votre engagement concret pour des élections pacifiques et, donc, pour une sortie de crise honorable » a expliqué Mme Houndékandji pendant le forum d'échanges qui s'est tenu lors de la 2ème journée de cette campagne.

Rappelant que la paix était un passage obligé, Mme Houndékandji a félicité les populations de Tiémé pour avoir réussi à maintenir la cohésion et la stabilité dans cette localité créée au 14ème siècle par les deux frères Sylla, qui y ont instauré l'Islam et un mode de société qui, à ce jour, demeure encore une fierté pour les habitants.

Assurant les populations du soutien de l'ONUCI à tous les efforts entrepris pour relancer le processus électoral et préserver les acquis, le chef de la délégation les a exhorté à poursuivre leurs efforts en dominant leurs émotions et leurs passions, et à l'instar de tous les Ivoiriens, à relever le défi de construire un environnement électoral apaisé, qui passe nécessairement par le pardon, la tolérance et le fair-play.

Le Secrétaire général de la Préfecture, Dindet Konin a souligné la disponibilité des autorités administratives à régler toutes les dissensions entre éleveurs peuls et agriculteurs autochtones de la région en vue de préserver la cohésion sociale comme le fait la mission

onusienne. « L'ONUCI a posé des actions variées ayant pour point commun la cohésion sociale et l'engagement vers la paix. Toutes ces actions visent à dire que la Côte d'Ivoire peut faire plus. L'ONUCI nous donne des exemples que nous devons maximiser afin de retrouver tout ce que nous avons perdu », a-t-il souligné après avoir relevé les nombreuses actions de la mission dans la région du Denguélé.

Si selon le Représentant du Conseil général de Tiémé, Yacouba Sylla, en venant à Tiémé, l'ONUCI ne court pas en vain après la paix en Côte d'Ivoire, le Maire de la ville, Aruna Ndao, n'en pense pas moins. « Vous avez su avec tact et diplomatie rapprocher les parties en présence par la culture d'un esprit de paix pour une cohésion sociale sincère. La paix se vit, se construit, se consolide et s'affirme dans le comportement », a-t-il dit lors du forum, avant la restitution des travaux en ateliers qui la veille, avaient permis aux chefs traditionnels, aux chefs de communauté et religieux, aux ONGs et associations de femmes ainsi qu'à la jeunesse de Tiémé, de

réfléchir à leur contribution à un environnement électoral apaisé. Ces trois groupes ont exprimé leur détermination à jouer un rôle mieux structuré et à contribuer à un environnement électoral apaisé en s'appuyant sur l'engagement de tous.

Le premier jour, près de 500 patients, pour la plupart des femmes, ont bénéficié de soins médicaux et de médicaments gratuits offerts par le contingent bangladais de l'ONUCI. « Ici dans la région, à cause des travaux champêtres, les femmes souffrent souvent de maladies rhumatismales. Je dis merci à l'ONUCI, dont l'équipe médicale vient de m'offrir une consultation gratuite et des médicaments », a indiqué Mme Sylla Matchè après sa consultation.

La troisième journée a été consacrée au cross populaire auquel a pris part la chef de la délégation de l'ONUCI, Bernadette Houndékandji. Ce cross avait été précédé d'un défilé avec des élèves, des hommes, et des femmes, qui ont brandi des pancartes avec des

messages de paix, de pardon, de tolérance, de fair-play et de réconciliation. Les participants au défilé ont marqué l'adhésion de la population de Tiémé à la paix et à un environnement électoral apaisé.

Le défilé a été suivi de deux matches de football, le premier entre deux équipes féminines tandis que le deuxième opposait deux équipes masculines. Ces 6ème JDO avaient pour thème, « les populations de Tiémé et l'ONUCI, main dans la main pour un environnement électoral apaisé », et pour confirmer cette vérité, un membre de la délégation onusienne a intégré chacune des deux équipes féminines.

A la suite des matches, des récompenses ont été remises aux vainqueurs du cross et aux quatre équipes de football qui avaient rappelé avant les matches, à travers des messages de paix, que le seul vainqueur n'est en réalité que la paix.

Les activités artistiques et culturelles ont mis fin à ces JDO à la satisfaction

du Maire Aruna Ndaïho, qui a estimé que le message était bien passé et que Tiémé sera désormais l'ambassadeur d'un environnement électoral apaisé. En effet, le sentiment exprimé par lui, selon lequel la présence de l'ONUCI permettrait de mettre Tiémé en orbite au plan national et international, a été atteint. En effet, il a pu durant ces JDO faire visiter à la délégation onusienne la célèbre case de l'explorateur français, René Caillé, qui en 1826, lors de son voyage de Conakry à Tombouctou, avait résidé 5 mois à Tiémé afin de s'y soigner du scorbut et de raffermir sa foi musulmane.

En mettant fin à ces journées, Mme Houndékandji a remercié les habitants de Tiémé d'avoir totalement adhéré à l'esprit de ces journées. Elle les a rassurés sur la disponibilité de l'ONUCI à continuer à faire avancer le processus de paix. « Désormais, les populations de Tiémé et l'ONUCI, c'est ton pied mon pied sur la Route de la paix », a-t-elle conclu.

Jean Claude Tamo



Les soldats de la paix échangent avec des patients. © UN / ONUCI

ECOUTEZ ONUCI FM EN DIRECT SUR : www.onuci.org

L'ONUCI SENSIBILISE LA SOCIÉTÉ CIVILE À UN ENVIRONNEMENT ÉLECTORAL APAISÉ



Les agents de l'ONUCI ne ménagent aucun effort sur le terrain pour sensibiliser les populations à un environnement électoral apaisé. © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a initié, au cours du mois d'avril, plusieurs campagnes de sensibilisation sur la cohésion sociale et l'environnement électoral apaisé, à l'intention de la société civile et des acteurs politiques de l'Agnéby, du Sud Bandama et de la Région des Savanes.

Au cours d'un séminaire à Adzopé, dans l'Agnéby, l'ONUCI a engagé 40 représentants d'associations de femmes, de la jeunesse, d'ONGs, des autorités traditionnelles, communautaires et religieuses à encourager la cohésion sociale et à œuvrer pour un environnement électoral apaisé en formant et en éduquant les populations à la culture de la paix.

Tout en se disant prêts à être des acteurs de la paix, les participants à ce séminaire ont plaidé pour la mise en place d'une plate forme de la société civile de l'Agnéby pour une meilleure coordination des actions en faveur d'un environnement électoral apaisé ainsi que l'organisation d'une campagne de sensibilisation en faveur d'élections apaisées à travers toute la région de l'Agnéby.

A Ferkessédougou, pour aider la société civile à pleinement jouer son rôle de relais de la paix, l'ONUCI lui a expliqué les fondamentaux des droits de l'homme, le comportement en période électorale, la cohésion sociale et la place des enfants pendant le processus électoral.

A cet effet, Salif Boité du Bureau Régional des DDH, a enseigné aux participants les normes et principes universels en matière de droits de l'homme liés aux élections.

Munda Simamba Baruti de la Division de l'Assistance Electorale, a, pour sa part, présenté aux membres de la société civile les comportements à adopter pour aider la population à préserver la cohésion sociale avant, pendant et après les élections.

A Zokolilié, dans le sud Bandama, où la campagne de sensibilisation s'est faite à travers la caravane ONUCI-TOUR, le chef de la délégation, Diane Pezzini, a renouvelé l'engagement de la mission à appuyer les Ivoiriens dans le processus de sortie de crise. « L'ONUCI va continuer à soutenir et accompagner toutes les initiatives pour un retour effectif et durable de la confiance et de

l'harmonie entre toutes les populations ivoiriennes », a-t-elle déclaré.

Dans le cadre de son appui à la consolidation de la Paix, l'ONUCI, à travers sa section des Affaires Civiles, en coopération avec les Divisions des Droits de l'homme et de l'Information, a décidé de soutenir la tenue de rencontres dans plusieurs localités entre des communautés confrontées à des tensions ou des conflits. C'est le cas notamment à Allangoua-N'Gbessou, près de Yamoussoukro, où deux communautés étaient opposées sur la question de la dénomination de l'école primaire publique qu'elles partagent. Le calme est revenu grâce à la médiation de l'ONUCI.

Il convient de noter que pour ces campagnes de sensibilisation, la mission a alternativement utilisé les séminaires et les caravanes, dénommées ONUCI-TOUR.

Elles ont permis à l'ONUCI de comprendre qu'elle peut et doit poursuivre sa caravane de paix à travers la Côte d'Ivoire en comptant sur les relais que sont la société civile.

Michel Man

LA FORCE DE L'ONUCI AU SERVICE DES POPULATIONS



Les forces de l'ONUCI soulagent les populations en leur offrant de l'eau... © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), n'a pas arrêté de faire dans l'humanitaire ces derniers mois. Des actions qui vont de la réhabilitation de centres de santé, à la remise en état de fonctionnement d'un puits ou à la fourniture de soins médicaux et de médicaments gratuits. Autant dire que la mission onusienne aura marqué sa présence dans la vie des populations ivoiriennes dans plusieurs régions du pays.

Les populations de Gbéléban, village de la région du Denguélé, sur l'axe Odienné-Guinée-Conakry, et distante d'environ 900 km d'Abidjan, ont vu leur poste de santé réhabilité et remis à neuf grâce à un Projet à impact rapide (QIP) de l'ONUCI d'un montant de 6 200 000 FCFA.

Pour leur part, les villages voisins de Brémadougou, Kamadougou et Gbanhala disposent à nouveau d'un centre de santé fonctionnel comprenant un dispensaire, une maternité, un logement pour la sage-femme et une buanderie ! En remettant la bâtisse, Paul Jatho chef du bureau des droits de l'Homme à Odienné, et Ildéfonse Nduwimana, de la Section des Affaires Civiles, ont rappelé que l'action de

l'ONUCI, s'inscrivait dans le cadre général de l'appui qu'apporte la mission à l'Etat de Côte d'Ivoire pour sortir de la crise.

Pour les populations de Sorobango, dans le Département de Bondoukou, ce mois d'avril aura été marqué par la joie d'avoir accès à l'eau potable. Ceci, grâce à un approvisionnement du 12ème bataillon Ghanéen (GHANBATT) de l'ONUCI, qui avait apporté pour la circonstance un camion-citerne. Cette action faisait suite à la panne de l'unique puits du village, qui approvisionne plus de 3 000 personnes.

De l'eau potable, les populations de Petit Gbépleu, un village situé à une

dizaine de kilomètres de Man, en bénéficient également grâce au bataillon bangladais de l'ONUCI (BANBATT) basé à Man. Cette action répond à la rareté de cette denrée précieuse dans la région due au fait que les pompes hydrauliques ne fonctionnent plus depuis belle lurette et les puits sont infestés de parasites de toutes sortes.

Les militaires de l'ONUCI, notamment ceux du contingent pakistanais (PAKTPT), toujours dans le cadre de leurs actions sociales, ont le 10 mars dernier, offert des soins médicaux gratuits à environ 200 personnes-femmes, hommes, jeunes et enfants-du village de Ndebo, près de Yamoussoukro.

Sur un autre volet, les populations de Nassian dans le Zanzan ne sont plus coupées du monde. En effet, en 2007, la foudre avait endommagé une bonne partie de l'équipement de Radio Boutourou, l'obligeant à interrompre ses émissions pendant un an. Le nouvel équipement offert par l'ONUCI, a été inauguré le 5 mars 2010. Il comprend notamment un système complet de dipôle avec accessoires, un diviseur pour antenne, un câble de transmission de 75 mètres, un émetteur stéréo de 300 watts, un ordinateur multimédia complet avec onduleur, trois microphones, trois pieds de table pour micros, un compresseur de son stéréo, un paratonnerre, trois casques écouteurs et deux connecteurs pour des câbles de transmission.

Marie-Mactar Niang



... Mais aussi un centre de santé réhabilité. © UN / ONUCI

JEAN MARIE KALAMA : UNE PASSION POUR LES DROITS DE L'HOMME



Kalama au milieu des populations. © UN / ONUCI

Originaire de la République Démocratique du Congo (RDC), Jean-Marie Kalama est le responsable du bureau régional de la Division des Droits de l'Homme de l'ONUCI à Duékoué et le point focal de l'ONUCI pour le Moyen-Cavally. Les droits de l'homme demeurent pour lui une passion, un réel plaisir. Il s'y est investi durant presque un quart de siècle.

La Force de la Paix : Vous vous présentez comme un défenseur, mais aussi comme un « obsédé » des droits de l'homme. Peut-on en savoir plus sur votre parcours ?

Jean Marie Kalama : La passion pour les droits de l'homme m'a hanté dès mon jeune âge avant de se matérialiser dans ma vie, aux termes de mon cycle d'études universitaires en sciences humaines dans les universités congolaises. J'ai commencé par servir comme volontaire et bénévole pour le compte d'un centre de recherche en développement et d'entraide sociale pour soutenir les actions catholiques au bénéfice des populations congolaises (zaïroises à l'époque) du Kasai, victimes d'épurations ethniques dans la province du Katanga, sous le régime bien connu du Maréchal Mobutu.

C'est dans ce contexte que j'ai exercé à titre volontaire au sein des ONG et mouvements associatifs dans la région du Kasai Occidental, comme assistant temporaire du Catholic Relief Services (CRS), avant de servir au sein de la Commission diocésaine Justice et Paix de l'Archidiocèse de Kananga.

En mars 2002, je faisais mes tout premiers pas au sein de l'ONU, avec mon recrutement au sein de la Division des Droits de l'Homme de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo (MONUC).

FDP : De la MONUC, vous vous retrouvez à l'ONUCI...

JMK : J'ai foulé le sol ivoirien en septembre 2006 pour servir comme volontaire des Nations Unies (VNU), au sein de la Division des Droits de l'Homme de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Après cinq mois au sein du bureau régional d'Odienné, le 19 février 2007, j'ai été déployé à l'ouest du pays pour rouvrir et assurer la gestion du bureau régional des droits de l'homme de Duékoué, qui avait été fermé suite aux événements de janvier 2006. Au mois de mars 2009, j'ai obtenu un contrat comme fonctionnaire des Droits de l'homme de l'ONUCI.

FDP : Vous avez donc rouvert le bureau de Duékoué en février 2007, Décrivez-nous l'ambiance qui prévalait en cette période ?

JMK : Je suis arrivé à une période critique dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, caractérisée non seulement par des perturbations, mais aussi et surtout des tensions interethniques. Les efforts étaient plus concentrés sur la sensibilisation et la mobilisation aux plans local et international, en faveur des personnes déplacées internes. Les

viols, braquages, vols à main armée et tueries étaient le lot quotidien des populations de la région. Nous avons également dû axer nos actions sur la lutte contre l'exclusion de manière à contribuer aux efforts de soulagement de ces populations meurtries dans leur chair.

FDP : De toutes ces violations de droits de l'homme, qu'est-ce qui vous a le plus écoeuré ?

JMK : (*Il attrape la tête*). C'était en 2008. Un convoi de mariage a été la cible des malfaiteurs sur la route de Bangolo. Après avoir dépossédé les passagers de leurs biens, les bandits ont violé à tour de rôle toutes les femmes. C'était humiliant, horrible, dégradant et affreux !

FDP : Relativement aux droits de l'homme, de février 2007 à avril 2010, quel bilan pouvez-vous dresser pour cette région ?

JMK : Je serais trop prétentieux d'utiliser le mot bilan dans mon vocabulaire. D'une manière générale, la situation des droits de l'homme n'a pas connu de grandes améliorations dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Elle demeure toujours tributaire de la situation sécuritaire prévalant dans la zone. Cependant, les efforts pour l'amélioration de la situation des droits de l'homme ne sont pas à démentir.

FDP : A Duékoué, vous êtes aussi le point focal de l'ONUCI.

JMK : Au courant de l'année 2008, l'administration de la mission de l'ONUCI instituait le système de gestion administrative des affaires courantes au sein des bureaux régionaux, selon les secteurs. C'est dans cette optique que je me suis vu confier les tâches de point focal de l'ONUCI pour le Moyen-Cavally, afin d'assurer, en collaboration avec toutes les autres composantes (civiles, militaires et policières), la coordination des activités professionnelles et administratives quotidiennes. C'est une responsabilité communautaire dont les résultats reflètent la volonté prononcée de chaque fonctionnaire de la mission.

Interview réalisée par Prisca Soumahoro

LES ARTISTES DE CÔTE-D'IVOIRE ENGAGÉS POUR UN ENVIRONNEMENT ELECTORAL APAISÉ



Photo de famille des artistes et de certains responsables de la mission. © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte-d'Ivoire (ONUCI) a convié le 31 mars la communauté du monde artistique à un atelier de sensibilisation pour un environnement électoral apaisé, au siège de la mission. Cette rencontre d'échanges a été organisée en partenariat avec l'UNARTCI (Union Nationale des Artistes de Côte d'Ivoire).

Pour épouser véritablement le thème central : « Paroles, chants et danses rythmés : la contribution du monde artistique pour un environnement électoral apaisé », la soixantaine d'artistes participants se sont informés et ont été formés et sensibilisés sur les droits de l'homme, la parité du genre et l'importance de la lutte contre le VIH Sida.

Intervenant au cours de l'atelier, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y. J. Choi, a magnifié le rôle des artistes avant de les inviter à l'action : « vous avez une vision que les hommes ordinaires ne voient pas forcément. Les élections ne sont pas loin et les Ivoiriens ne doivent pas se décourager », a-t-il lancé aux chanteurs, comédiens, acteurs et autres représentants du monde des arts et du spectacle. Hamadoun Touré, Porte-Parole de la

mission et Chef du bureau de l'information par intérim a, quant à lui, situé l'importance du milieu artistique dans les actions de l'ONUCI : avec et à travers les artistes, l'ONUCI contribue à établir, à renforcer et à pérenniser la paix grâce à un environnement électoral apaisé, indispensable à la sortie de crise. Il n'a pas manqué de saluer la disponibilité remarquable de certains parmi eux pour les caravanes artistiques organisées régulièrement par l'ONUCI.

Gadji Celi Saint-Joseph, président de l'UNARTCI, a, pour sa part, tenu à féliciter l'ONUCI pour ses efforts dans le règlement des droits d'auteurs au Bureau Ivoirien des Droits d'Auteur (BURIDA), pour la diffusion de leurs œuvres sur les antennes de ONUCI FM. Il a, en outre, remercié les responsables de l'ONUCI pour cette considération faite aux artistes

Ahmedou Seck, Chef de la Division de l'Assistance Electorale a fait un tableau synoptique du soutien de l'ONUCI au processus électoral ; notamment les audiences foraines, la reconstitution des actes perdus ou partiellement détruits, l'identification de la population et des lieux de vote, la constitution de la carte géographique électorale officielle, la mise en place d'une plateforme internationale des élections,

l'affichage de la liste électorale, la mobilisation des ressources par le Représentant spécial et le renforcement des capacités de la Commission électorale indépendante (CEI).

Au cours de la deuxième communication, qui portait sur le thème : « Le soutien du monde artistique dans la promotion des Droits de l'Homme pour un environnement électoral apaisé », Guillaume Ngefa, Directeur adjoint de la division des Droits de l'Homme, a fait la démonstration que l'art pouvait être au service des droits de l'homme, mais aussi contre les droits de l'homme, eu égard du pouvoir de communication des artistes.

Siagbé Trah, chargé de l'Unité Genre de l'ONUCI, a développé son intervention de façon interactive. Au cours de cette troisième communication, les artistes ont eu une séance introductive de formation pratique sur la compréhension de la notion du Genre.

La dernière communication, celle de Dorcella Bazahica, chef de l'unité VIH/sida, a été une véritable tribune de sensibilisation des artistes car, selon l'intervenante, ils ont obligatoirement besoin d'informations précises, avant d'aller sensibiliser les autres, le grand public, à travers les messages des chansons et des témoignages.

Jean Claude Tamo

LES NATIONS UNIES HONORENT LES SOLDATS DE LA PAIX EN CÔTE D'IVOIRE.



Le Général Benjamin Freeman Kusi décorant les soldats de la paix. © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte D'Ivoire (ONUCI) a décoré de la médaille des Nations Unies, plusieurs soldats des bataillons bangladais, sénégalais, marocains et ghanéens de sa force, au cours des mois de mars et d'avril 2010.

De nombreux responsables civils et militaires de l'ONUCI ont tenu à marquer de leur présence les cérémonies de décoration, qui se sont déroulées à Daloa, Yamoussoukro, Duékoué et Bondoukou.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, Y.J. Choi, s'est rendu, en compagnie du nouveau commandant de la Force de l'ONUCI, le général de division Abdul Hafiz, à Daloa, pour remettre la médaille d'honneur des Nations Unies à 2086 casques bleus du contingent bangladais déployés dans le secteur Ouest.

Au cours de cette cérémonie, M. Choi a rappelé trois objectifs principaux de la mission, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité, la sauvegarde des acquis, tels que la liste électorale

provisoire, et l'établissement dans les plus brefs délais de la liste électorale définitive.

Le Chef de la mission a magnifié la contribution exemplaire du Bangladesh aux opérations de maintien de la paix de l'ONU dans le monde. En Côte d'Ivoire, les troupes bangladaises participent non seulement au maintien de la paix dans leur zone, mais mènent aussi des actions humanitaires au bénéfice des populations locales.

Le commandant du Secteur Ouest, le général de Brigade Anisur Rahman, a renouvelé l'engagement de ses troupes à maintenir la paix. Il a également rappelé la détermination des casques bleus déployés dans le Secteur Ouest à poursuivre leur implication dans le processus électoral, en continuant à fournir un appui logistique pour l'organisation du scrutin.

Cette détermination et cet engagement, le Général de brigade Benjamin Freeman Kusi, Commandant adjoint de la Force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), les a rappelés, à Yamoussoukro, aux trois cent vingt-trois (323) militaires du 10ème bataillon

sénégalais (SENBATT 10), à qui il a remis la médaille d'honneur des Nations Unies.

A cette occasion, le Général Kusi a remercié, au nom du Secrétaire général, le bataillon sénégalais pour l'ensemble des sacrifices consentis pour la réussite de la mission de l'ONUCI. Il a en outre salué leur détermination, leur courage et leur sens de la dignité.

A Bondoukou, le Général Kusi a eu l'honneur de décorer 350 soldats du 12ème bataillon ghanéen (GHANBATT 12). Le Général Benjamin Freeman Kusi les a encouragés à poursuivre leur mission avec dévouement.

L'adjoint au commandant de la force de l'ONUCI a tenu à répéter ces mêmes mots à l'endroit des 723 soldats du bataillon marocain basé à Duékoué qui ont reçu de ses mains, le mardi 20 avril 2010, la médaille des Nations Unies.

Le général Kusi a souligné le professionnalisme des casques bleus envoyés par le royaume chérifien.

Toutes ces forces qui ont été décorées de la médaille des Nations Unies au cours de cette période, en plus de leur mandat, assurent des patrouilles de nuit et de jour ainsi que l'escorte des autorités et du personnel des Nations Unies.

Ces bataillons assurent également le transport des équipements électoraux et offrent de manière régulière de l'eau potable et des consultations médicales gratuites aux populations dans les zones où ils sont déployés.

Michel Man